

Restructuration de la dette souveraine

Le Conseil d'administration du FMI étudie comment aider des pays accablés par une charge de la dette intolérable à résoudre leur problème d'endettement dans les plus brefs délais et de façon ordonnée. À l'automne 2001, Anne Krueger, Première Directrice générale adjointe du FMI, a proposé d'établir des mécanismes de restructuration de la dette souveraine qui incluraient certains éléments des régimes de faillite des entreprises. Les pays recevraient une protection juridique pendant qu'ils négocient un programme de restructuration de leur dette; durant cette période, ils devraient bien se comporter. Tous les créanciers seraient obligés de respecter un accord approuvé par une majorité suffisamment large.

M^{me} Krueger est d'avis que de tels mécanismes encourageraient les pays débiteurs et les créanciers à se réunir de leur propre initiative avant que des problèmes maîtrisables ne se transforment en véritable crise. «Comme quelqu'un qui souffre d'un mal de dents diffère sa visite chez le dentiste le plus longtemps possible, les États essaient souvent de retarder l'inéluctable», explique-t-elle. «Les citoyens du pays en défaut de paiement souffrent plus qu'ils ne le devraient, et la communauté internationale a plus de mal à recoller les morceaux.»

La restructuration de la dette est devenue plus compliquée ces vingt dernières années, en partie à cause de l'usage croissant des obligations et de dérivés complexes. Les détenteurs d'obligations sont anonymes et plus nombreux que les banques, et il est plus difficile de coordonner leur action. Leur incitation à poursuivre les débiteurs en justice en cas de non-remboursement est aussi plus grande. Les créanciers abandonnent souvent le navire précipitamment, car ils craignent que la restructuration ne soit désordonnée. Selon M^{me} Krueger, les débiteurs, les créanciers et la communauté internationale bénéficieraient tous d'un processus plus ordonné qui encouragerait les créanciers à rester impliqués. Sa proposition, qui a été largement évoquée dans la presse, a suscité de nombreuses réactions, ainsi que d'autres propositions qui sont étudiées aussi.

Nouveau cycle de négociations commerciales

Un nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales a été lancé lors de la quatrième conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui s'est tenue du 9 au 14 novembre 2001 à Doha, au Qatar. Le Programme de Doha pour le développement, qui met l'accent sur la poursuite de l'intégration des pays en développement dans le système commercial, prévoit des négociations dans 14 domaines, la plupart de ces négociations devant être conclues d'ici le 1^{er} janvier 2005. Au-delà des négociations sur l'accès des biens et services aux marchés, il prépare le terrain pour de substantielles réductions des subventions agricoles qui faussent les échanges.

Ce programme ouvre aussi la voie à des négociations dans de nouveaux domaines, comme l'investissement, la politique de concurrence, la transparence des marchés publics et la fa-

cilitation des échanges, sous réserve d'un accord sur les modalités des négociations lors de la cinquième conférence ministérielle de l'OMC en 2003. Plusieurs pays en développement s'étant vigoureusement opposés aux négociations dans ces domaines, il sera nécessaire de dégager un consensus dans la période à venir.

Le lancement de ce nouveau cycle de négociations indique clairement un rejet des politiques de repli sur soi et du protectionnisme. Il revigore l'OMC qui, avec l'accession de la Chine et de la province chinoise de Taiwan lors de la conférence de Doha, se rapproche de son objectif d'institution universelle. Dans le même temps, nombre de sujets à l'ordre du jour des négociations sont fort controversés, et le cycle de Doha risque d'être l'un des plus complexes de l'histoire.

Conférence sur le financement du développement

Du 18 au 22 mars 2002, les Nations Unies organisent à Monterrey (Mexique) une réunion au plus haut niveau sur le financement du développement dans le monde. Cette réunion rassemblera des chefs d'État et de gouvernement, ainsi que des fonctionnaires nationaux; des représentants des Nations Unies, du FMI, de la Banque mondiale, de l'Organisation mondiale du commerce et d'autres organisations internationales; ainsi que des représentants de la société civile et d'entreprises. L'objectif est d'éliminer la pauvreté, d'atteindre une croissance économique soutenue et de promouvoir le développement durable.

La conférence offre l'occasion de mettre l'accent sur les «deux piliers» de la réduction de la pauvreté. Premièrement, chaque pays en développement est responsable de son propre développement économique et social. Deuxièmement, la communauté internationale met en place un cadre favorable — aide financière, assistance technique, accès aux marchés et systèmes commercial et financier internationaux solides.

La conférence pourrait bien apporter une contribution notable à la réalisation des objectifs universels de développement et de réduction de la pauvreté, en particulier des objectifs de développement du Sommet du Millénaire, parmi lesquels la réduction de moitié d'ici 2015 du nombre d'êtres humains vivant dans la misère. À cet effet, la dernière réunion préparatoire a appelé à un nouveau partenariat entre les pays développés et les pays en développement, fondé sur un engagement à appliquer des politiques rationnelles, à instaurer une bonne gouvernance à tous les niveaux et à assurer la primauté du droit. Il s'agira, aux niveaux national et international, de mobiliser les ressources nationales, d'attirer les flux internationaux, de promouvoir le commerce international en tant que moteur du développement, d'intensifier la coopération financière et technique internationale, d'assurer le financement viable de la dette et son allègement, et de renforcer la cohérence des systèmes monétaire, financier et commercial internationaux.

Le FMI a participé aux préparatifs de la conférence — au niveau de son Conseil d'administration, de sa direction et de ses services — et continuera de s'impliquer activement dans la conférence et son suivi.